

Le parfum de la Révolution du jasmin et l'effet Egypte

Partage international n° [271](#) - Mars 2011

Depuis la mi-décembre 2010, un accroissement sans précédent de protestations politiques et de troubles sociaux a balayé les Etats arabes autoritaires.

Le mouvement a été déclenché le 17 décembre par l'auto-immolation publique d'un jeune tunisien, Mohammed Bouazizi, après que la police ait confisqué la marchandise qu'il essayait de vendre dans les rues. Jeune diplômé, Mohammed n'arrivait pas à trouver du travail, une situation commune pour la jeunesse dans ce pays d'Afrique du Nord. Il en était réduit à vendre ce qu'il pouvait dans les rues pour gagner sa vie et faire vivre sa famille. Submergé par le désespoir il s'est immolé par le feu et mourut peu après. Ce drame a été le signal qui a déclenché un vaste mouvement de protestations ; à plusieurs reprises, des milliers de personnes se sont rassemblées dans les grandes villes de Tunisie pour protester contre le coût de la vie, le manque d'emplois, de perspective pour les jeunes, et le régime autoritaire du président Ben Ali, despote au pouvoir depuis 1987. Ben Ali a été l'un des instigateurs du coup d'Etat qui a abouti au retrait de l'ancien leader politique charismatique Habib Bourguiba dont l'état de santé était devenu un sérieux obstacle à sa capacité à gouverner. Dès lors, Ben Ali et son parti politique (CPD) régnèrent sur la Tunisie, en instaurant un régime dictatorial, bien connu pour sa police politique répressive, le musellement de l'opposition et le contrôle des médias.

Malgré les efforts déployés par le président Ben Ali pour calmer l'insurrection, comme la promesse de la création de 300 000 emplois et la révocation de son gouvernement, la population frustrée et en colère est restée dans les rues en affrontant la police. Des dizaines de manifestants ont été tués par la police, mais cela n'a pas empêché la « Révolution du jasmin » ; l'armée s'est ralliée à la population contre le président qui a dû fuir le pays pour l'Arabie Saoudite le 14 janvier. Dans les jours qui suivirent, les miliciens de Ben Ali ont essayé de créer le chaos

par des attaques, mais la population s'est organisée en comités d'autodéfense en utilisant les téléphones mobiles pour avertir les voisins des dangers. Une chaîne extraordinaire de résistance et de solidarité s'est organisée pour aider l'armée à lutter contre les miliciens. Finalement, tous les membres de l'ancien gouvernement, sauf le premier ministre ont été contraints de démissionner. Les anciens opposants politiques en exil ont été autorisés à revenir en Tunisie et il y a de l'espoir pour un futur processus démocratique et pour un changement de constitution qui permettra une transition vers la démocratie.

L'exemple de la Tunisie a inspiré les gens au Yémen, en Jordanie, au Maroc, en Algérie, en Egypte et en Syrie pour exprimer leur mécontentement à l'encontre des gouvernements autocratiques. En Egypte, des millions de manifestants ont provoqué le renversement d'un régime répressif au pouvoir depuis trente ans et ce, après seulement 18 jours de protestations essentiellement pacifiques, courageuses, tenaces, réfléchies et dignes. Ce faisant, ils ont changé le monde arabe en profondeur en réécrivant l'histoire du Moyen-Orient et en forçant les pays occidentaux à revoir leur politique.

Partout dans les pays arabes, des émeutes et des manifestations similaires ont secoué les régimes autocratiques. Au Koweït, le cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah a pris des mesures préventives en demandant au Parlement d'adopter une loi permettant de donner à chaque Koweïtien une somme de 1 000 dinars (3 580 dollars) en espèces, ainsi que la fourniture gratuite des denrées alimentaires de base jusqu'au 12 mars 2012.

En Jordanie, le roi Abdallah II a limogé le premier ministre Samir Rifai et son cabinet à la suite de manifestations contre les prix élevés des produits de base tels que la nourriture et les carburants. Rifai a été critiqué pour l'adoption de mesures économiques qui ont conduit à cette hausse des prix des produits de base.

Au Yémen, le président Abdullah Al Saleh, âgé de 68 ans, a annoncé le 2 février qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en 2013. Il a également promis de ne pas passer le pouvoir à son fils. Cependant, des dizaines de milliers de manifestants marchaient dans les rues de Sanaa et dans différentes villes du Yémen

le 3 février, en exigeant que le président parte immédiatement. L'agence Associated Press a signalé que des troupes ont battu des manifestants anti-gouvernementaux. Inspirés par le soulèvement qui a renversé Hosni Moubarak en Egypte, les manifestants scandaient : « *Après Moubarak, c'est au tour d'Ali* » et « *Une révolution yéménite, après la révolution égyptienne.* »

En Libye, Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, a annoncé l'annulation des droits d'importation et autres taxes sur tous les aliments de base et sur le lait pour les enfants.

En Algérie, le président Bouteflika, âgé de 73 ans et président de l'Algérie depuis 1999, a affirmé qu'il allait lever l'état d'urgence en vigueur depuis 1992.

Au Bahreïn, le roi Hamad bin Isa Al Khalifa a accordé à chaque famille l'équivalent de près de 2 700 dollars dans une tentative de calmer les tensions.

Partout dans le monde arabe, les anciens dirigeants autocratiques sont remis en cause par la volonté déterminée de la population, en particulier la jeune génération sensible aux développements technologiques et qui revendique le droit à la justice économique et politique et réclame d'être entendue et respectée.

Sources : Liberation.com ; Ouest France, France ; msnbc.com

Thématiques : [Société](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)